



---

# **LE ROLE DE LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE DANS LA PRESERVATION DES INTERETS DE PUISSANCE**

---

Auteurs :

Christian Harbulot et Nicolas Moinet

## Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures.

Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



## Mots-clés

---

**Communauté scientifique, sécurité économique, stratégie, France**



Les scientifiques ne constituent pas une catégorie particulière dans la vie d'une nation. Ils sont partie prenante, comme toutes les autres catégories de la population, de la richesse collective d'un pays et participent à ce titre à la préservation des intérêts de puissance de la France. Jusqu'à présent, l'implication des scientifiques dans des tâches de sécurité économique du temps de paix s'est limitée à la protection du patrimoine scientifique. Il fallait défendre les secrets de nos recherches et protéger les lieux où s'effectuaient les expérimentations les plus sensibles. Ce temps est révolu. Mais il a fallu plusieurs dysfonctionnements majeurs pour s'en rendre compte.

La première date du début de la guerre froide lorsque certains savants atomistes occidentaux livrèrent de leur propre chef le savoir sur la bombe A au camp soviétique. Cet acte de trahison avait selon eux un objectif noble : préserver la paix mondiale par la parité nucléaire. Cette interférence de l'homme de sciences dans les rapports de force Est/Ouest sortait de facto la communauté scientifique de la neutralité morale dans la mesure où certains de ses membres les plus renommés contestaient par une telle action la légitimité des intérêts de puissance de leur propre pays. Dès lors et bien que la communauté scientifique et ses relais médiatiques font encore tout pour minimiser l'impact d'un tel événement, il est clair qu'il ouvrait la brèche à d'autres dysfonctionnements.



# La géo-économie : une nouvelle donne stratégique pour la science

Il a fallu attendre le début des années 80 pour voir apparaître une autre grande divergence de points de vue entre le monde de la science et de la technologie et celui des Etats-Nations. L'innovation scientifique est devenue en 40 ans un champ de manœuvre à part entière des rivalités économiques entre pays industrialisés. La bataille pour garder la suprématie dans certaines technologies critiques de la Défense américaine a révélé des contradictions importantes entre la préservation des intérêts de puissance et la logique du marché. Lorsque le Pentagone a découvert que les fabricants américains de microprocesseurs communiquaient plus vite l'information routinière sur leurs recherches à leurs partenaires nippons qu'aux autorités militaires américaines, il a décidé d'intervenir très fermement auprès des entreprises américaines concernées pour y mettre fin.

L'intérêt de l'entreprise, fut-elle une firme multinationale performante et aux capitaux internationalisés, devenait secondaire par rapport aux intérêts suprêmes des Etats-Unis. N'en déplaisent aux partisans du marché pour le marché, l'Etat-Nation a encore des droits supérieurs à l'intérêt particulier. L'avenir d'un peuple est un enjeu plus stratégique que l'avenir d'une entreprise.

Il en est de même pour un laboratoire de recherche. Malheureusement, cette évidence n'est pas toujours bien comprise par la communauté scientifique qui se croit souvent à l'abri de tels *archaïsmes*.

Mais la modernité a ses revers. Deux mythes fondamentaux de la science ont été brisés par les agissements de l'homme au cours de ce siècle :

- La science oeuvre pour le bien-être de l'humanité.



- L'esprit de fraternité de la communauté scientifique mondiale se situe au-dessus des enjeux des Etats-Nations.

Aujourd'hui, la science est percutée de plein fouet par les ratées de la machine industrielle et les retombées de la mondialisation des échanges. La crise symbolique de *la vache folle* a démontré que la recherche scientifique pouvait générer des produits nuisibles à l'homme, déstabiliser son environnement et nuire à son mode de vie. Le débat sur la bio-éthique comme celui sur les procédés commerciaux jugés très inquiétants de l'industrie pharmaceutique anglo-saxonne montrent bien que nous sommes entrés dans une période d'incertitude et parfois de non-maîtrise de la créativité scientifique.

La mondialisation des échanges accroît cette logique d'instabilité en impliquant la recherche scientifique dans les stratégies indirectes des Etats et des grandes entreprises qui cherchent à piéger la concurrence. Faire un effet d'annonce sur l'ordinateur de la cinquième génération ou le moteur en céramique avec l'objectif caché de lancer les économies nationales les plus menaçantes sur de fausses pistes et dépenser ainsi du temps et de l'argent inutilement, exige une complicité minimale de membres de la communauté scientifique du pays pratiquant ce type de désinformation.

Dès lors, il devient évident que la communication scientifique ne peut plus être lue systématiquement sans arrière pensée géo-économique. Le conflit Gallo-Montagnier sur la découverte du virus du SIDA ou les manœuvres d'influence développées par les fondations Soros en direction des scientifiques d'Europe de l'est illustrent bien les nouveaux champs d'affrontement économiques dans lesquels la recherche scientifique est appelée à jouer parfois un rôle moteur.



# Le conflit Gallo-Montagnier sur le virus du SIDA

Le conflit Gallo-Montagnier sur la découverte du virus du SIDA démontre l'avantage que confère dans une logique de coopération-concurrence le pré-positionnement dans les réseaux de publications. A partir de 1983, l'américain Robert Gallo du *National Cancer Institute* (*National Institutes of Health*) profite de sa notoriété et use de son influence dans la communauté scientifique pour faire siennes les connaissances sur le virus du SIDA de l'équipe du français Luc Montagnier de l'*Institut Pasteur*. La polémique scientifique qui débute alors entre les deux chercheurs est bientôt relayée par un conflit économique. L'*Office Américain des Brevets* accorde très rapidement un brevet au test de dépistage du SIDA déposé par Robert Gallo alors que celui déposé plusieurs mois auparavant par l'*Institut Pasteur* ne reçoit aucune réponse. Une action en justice est engagée par les français mais les procédures sont interminables. En 1987, un accord est conclu entre la France et les Etats-Unis et une fondation franco-américaine est créée. Malgré leur manque d'éthique évident, les Etats-Unis sortent avantagés de la négociation. Rapports de force obligent...

En 1989, une enquête paraît dans le *Chicago Tribune*. Coup de théâtre : Un Démocrate du Congrès saisi alors l'*Office pour l'Intégrité Scientifique* qui accuse Robert Gallo de fraude scientifique. L'affaire est relancée. A travers lui, c'est également l'Administration Républicaine qui est mise en cause. Robert Gallo qui avoue ses méfaits est d'abord reconnu coupable puis finalement disculpé en appel. Tout le dispositif américain s'est mis en action, de la prestigieuse revue scientifique *Science* - qui est avant tout la revue de l'*American Association for the Advancement of Science* - jusqu'au Secrétaire d'Etat à la Santé et même le Président des Etats-Unis. En 1994, l'accord franco-américain est renégocié, et la répartition des royalties semble moins défavorable aux français.



A travers cet exemple, nous quittons donc le terrain de l'espionnage industriel et de la parade purement sécuritaire pour aborder la *guerre de mouvement dans la manipulation de la connaissance et les stratégies d'influence publiques et privées* contre lesquelles les directives ministérielles et le Code Pénal sont pratiquement sans effet opérationnel. Et ce, d'autant que les stratégies de réseaux mises en œuvre sont, à l'image de l'action de la Fondation Soros en Russie, porteuses également d'opportunités et d'intégration... mais au prix d'une ingérence non négligeable.



# L'action de la Fondation Soros en faveur des scientifiques russes

En spéculant contre la livre en septembre 92, le financier hongro-américain George Soros, « *the man who broke the pound* » devient un homme célèbre. Voyant sa fortune s'enrichir d'un milliard de dollars en une nuit, il force, au terme d'une tempête monétaire, le gouvernement britannique à annoncer le retrait de la livre du système monétaire européen. Mais l'action de George Soros dépasse de loin le seul monde de la Finance. A l'origine d'une vingtaine de fondations tournées vers les pays de l'Est, il leur consacre en fait la plus grande partie de son temps et près de 50 millions de dollars par an. Parmi elles, *l'International Science Foundation* (ISF) investit, depuis la chute de l'URSS, plus de 100 millions de dollars pour aider des scientifiques russes dont la situation économique est alarmiste. Depuis 1993, beaucoup d'entre eux ne fonctionnent plus que grâce à l'action de la Fondation Soros.

Grâce à la souplesse de sa gestion privée, l'ISF a pu créer ses propres réseaux en Russie, pays où les problèmes de distribution et de circulation ont toujours été critiques. La fondation a ainsi réussi à monter un système bancaire permettant les transferts d'argent vers la Russie, implanter sa propre agence de voyages en Russie afin que les scientifiques obtiennent des billets bon marché dans des délais courts, payer les factures d'électricité de certains laboratoires russes et installer Internet à Moscou. Les réseaux créés par les fondations Soros sont autant de réseaux en phase avec les intérêts économiques, politiques et militaires américains : fuite des cerveaux vers les Etats-Unis où de nombreux scientifiques sont déjà au chômage, déstabilisation du régime politique russe, risque de prolifération nucléaire, etc.! En alliant philanthropie et influence, les actions du financier se trouvent en phase avec les intérêts stratégiques américains, démontrant ainsi la force des dispositifs capables d'instrumentaliser des valeurs telles que le libéralisme ou la démocratie.



Pour faire face à ces nouvelles menaces et répondre aux opportunités, il ne s'agit plus simplement de défendre mais bien plutôt d'attaquer avec les mêmes armes. Pour les scientifiques français en particulier, la préservation des intérêts de puissance du pays est plus que jamais une question d'actualité. Mais un tel défi nécessite un ciment nouveau dont la notion de patriotisme économique rend compte en conciliant coopération internationale et respect des intérêts fondamentaux de la Nation.